

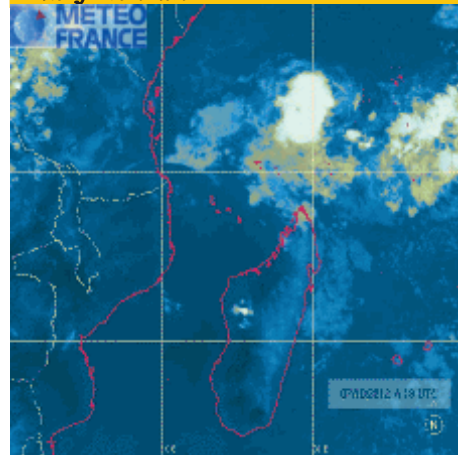
Lutte contre l'exclusion : indispensable Tama



Le proverbe africain du jour

Si tu te tapes la tête contre une cruche et que sa sonne creux, n'en déduis pas forcément que c'est la cruche qui est vide

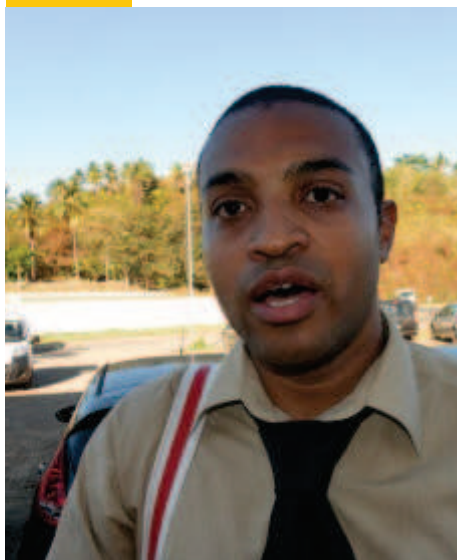
Image satellite



Afrique du Sud : La mort d'un mineur gréviste envenime la situation

La tension monte entre la Tanzanie et le Malawi

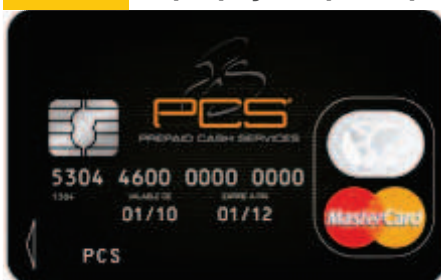
Violences : les habitants en appellent aux maires !!



Une centrale d'achat pour les pompiers



Une Carte prépayée : pour qui?



Lutte contre l'exclusion : indispensable Tama

Annette Lafond

Bien que la lutte contre l'exclusion ait été élue cause nationale en 1994, elle ne fait que s'accroître, surtout à Mayotte, justifiant l'action d'association comme Tama. Elle présentait vendredi dernier ses domaines d'intervention en évoquant les maux de la société Mahoraise. Une organisation structurée qui demande donc de plus en plus de moyens financiers pour arriver à ses fins.

Nettoyage du matériel par les adultes en réinsertion de Songoro



Tama (« espoir » en shimaoré) ouvre grand ses portes sur ses méthodes de lutte contre l'exclusion, « de toutes les exclusions » aiment à répéter ses deux fondateurs, le sénateur Thani Mohamed Soilihi qui préside l'association, et Philippe Duret qui la dirige. Une association puissance l'infini, puisque chaque année Tama élargit un peu plus les frontières de son périmètre de protection : créée en 2003, elle ouvre en avril 2005 pour les détenus en voie de réinsertion le domaine de Songoro à Tsararano, puis en 2005 le centre d'accueil Mar'Ylang pour des jeunes affectés par des troubles du comportement et en 2010 pour enfants et adolescents délinquants le lieu de vie Dago Tama. Ils sont 108 salariés actuellement à travailler dans l'association.

2011 sera fertile en événements, comme le rappelait Philippe Duret, puisque la création de la maison des adolescents et la reprise de la gestion de la MJC de Miréréni qui deviendra une Maison pour Tous, anticipent les émeutes de la fin de l'année, « qui a montré qu'il y a un problème avec la population mahoraise et notamment avec sa jeunesse ». Hasard, ou évolution

structurelle, le Centre Dago Tama qui accueille des mineurs délinquants récidivistes est complet depuis les manifestations, « de 7 places, le Centre va passer à 12 » indique Zahra Ait Idder, responsable de Dago Tama.

Y sont accueillis à Tsararano, les jeunes de 13 ans et demi à 17 ans, placé par les autorités judiciaires pour que les ponts avec la réalité ne soient pas coupés. Et la réalité, ils y sont confrontés par les tâches quotidiennes, préparation des repas, prise en charge du linge sale, nettoyage de la maison du sol au plafond, « à tel point qu'ils préfèrent souvent rester en prison ! » commente Zahra Ait Idder en dévoilant



A Miréréni, la Maison pour tous est un repère pour les jeunes de la commune

un calendrier très organisé au quotidien. Pour les aider à construire un projet de vie, pas moins de 10 éducateurs auxquels il faut rajouter 2 veilleurs de nuit et une psychologue entourent les 7 ados qui ont deux courtes plages de sorties autorisées dans la journée. Des fugues, bien sûr il y en a, « une angoisse qu'ils ressentent tous la deuxième semaine » décrit Ali Hamidou, éducateur, « mais lors du passage par la gendarmerie lorsqu'ils sont repris, une prise de conscience se fait ».

Et au bout des 6 mois de présence, renouvelables une fois, les adolescents sont remis à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), ou ils sont scolarisés, « assez difficilement lorsqu'ils ont plus de 16 ans et en accompagnant parallèlement la famille », car la clef du succès est là, « c'est elle qui va le récupérer ». Tous n'ont pas de famille, la PJJ cherche alors une famille d'accueil.

« Songoro ou la réinsertion par le poulet... »

Et, il faut encore monter vers les hauts de Tsararano pour découvrir Songoro et son



Aux petits soins pour le potager

centre d'accueil de 18 adultes, qui sont tous volontaires, « pour reprendre une vie normale par le travail » ainsi que le décrit Philippe Aubenton, son directeur : « nous proposons des activités agricoles où se conjuguent horticulture et aviculture ». Des poulets revendus à Jumbo Score notamment, mais aussi à des particuliers sur commande (06 39 29 10 73), après avoir été abattus au lycée de Coconi.

Dans un contexte plutôt difficile, la visite de Songoro est un moment agréable tant les acteurs présents, éducateurs ou bien « adultes sous écrous », ont à cœur de parler de leur travail quotidien, que ce soit au potager entre salades et choux chinois, ou auprès des multiples cages de poulets de chair. « Nous travaillons jusqu'à 16h au potager ou à soigner les volailles, la propreté du matériel est indispensable ». Payés 580 euros brut par mois, « ceux qui sont internes ici doivent assurer un loyer de 175 euros, nourris et blanchis ! » rajoute en rigolant un jeune en tee shirt bleu, « ceux qui sont censés se débrouiller en français » explique Bacar Attoumani, leur éducateur pour le jardin, les « oranges » suivent un programme plus adapté à leurs difficultés dans la langue, ce sont d'ailleurs eux qui nous accueillent en musique. Ici, toute fuite de ceux qui sont sous écrous est considérée comme une évasion, « ils encourent alors 18 mois de prison ».

Dernier centre à nous ouvrir ses portes, Mar'Ylang dont nous ne verrons pas les petits locataires « pour ne pas les perturber » prévient Jérôme Murat, le directeur de Mar'Ylang, « ils sont orientés par la MDPH (Maison des personnes handicapées) après repérage en milieu scolaire, ces enfants de 8 à 16 ans ont tous des troubles du comportement qu'il va

Philippe Duret avec les représentants de la Croix Rouge et de médecin du Monde



falloir apaiser. Certains ressortent guéris ». Les éducateurs passent le lundi matin prendre les enfants chez eux, « et nous les ramenons le vendredi, ce qui nous permet de discuter avec les parents chez qui ils rentrent tous les week-end ».

Les visiteurs d'un jour se sont tous retrouvés ensuite autour d'un repas offert par Tama : représentants de la Préfecture, des associations Solidarité Mayotte, Secours catholique, Médecins de Monde, Croix rouge, ACFAV, psychologues scolaires découvraient ainsi, ou redécouvraient la maison pour Tous de Miréréni qui produisait les activités initiées avec les jeunes du village. Un bonheur de voir fonctionner une MJC à Mayotte !

Mais il faut s'en donner les moyens : « alors que notre résultat baissait de 58% de 2010 à 2011, notre fonds de roulement n'est que de 200.000 euros, soit un mois de fonctionnement de l'association ! » décrivait Adolf Maarsel, comptable de la structure, « les collectivités territoriales doivent participer à cet effort ». Les 293 détenus suivis par Tama, les 305 adolescents passés par la Maison des adolescents, les 643 enquêtes sociales, les 676 mineurs isolés pris en charge en 2011 (555 en tout disait l'Observatoire qui leur était dédié !...), méritent qu'on enlève à Tama ces épines financières, « notamment une convention pérenne avec l'Etat serait confortable pour notre organisation » concluait Philippe Duret. ■